



Développement économique et emploi en Afrique francophone

L'entrepreneuriat comme moyen de réalisation

Sous la direction de

BRAHIM BOUDARBAT et AHMADOU ALY MBAYE

Sous la direction de Brahim Boudarbat et Ahmadou Aly Mbaye

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI EN AFRIQUE FRANCOPHONE

L'entrepreneuriat comme moyen de réalisation

Les Presses de l'Université de Montréal

Observatoire de la
Francophonie économique



L'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) de l'Université de Montréal a été créé en juin 2017 en partenariat avec le gouvernement du Québec, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Il a pour mission de devenir une ressource de premier plan pour ce qui est des questions liées à la Francophonie économique et, donc, un centre de calibre international d'études, de recherche et d'activités de liaison et de transfert sur la Francophonie économique.

L'Observatoire nourrit un intérêt marqué pour les pays en voie de développement, notamment ceux du continent africain. Il met à la disposition des partenaires de la francophonie — gouvernements, entreprises et organismes publics et privés — des études de haut niveau, des données fiables et un vaste réseau d'expertises économiques vouées à la réalisation d'analyses économiques résolument ancrées dans la théorie et les faits.

Merci aux partenaires de l'Observatoire de la Francophonie économique :



Mise en page: Chantal Poisson

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre: Développement économique et emploi en Afrique francophone: l'entrepreneuriat comme moyen de réalisation / [sous la direction de] Brahim Boudarbat, Ahmadou Aly Mbaye.

Noms: Boudarbat, Brahim, 1965- éditeur intellectuel. | Mbaye, Ahmadou Aly, éditeur intellectuel.

Collections: PUM.

Description: Mention de collection: PUM | Comprend des références bibliographiques.

Identifiants: Canadiana (livre imprimé) 2020007220X | Canadiana (livre numérique) 20200072218 | ISBN 9782760642027 | ISBN 9782760642034 (PDF) | ISBN 9782760642041 (EPUB) Vedettes-matière: RVM: Entrepreneuriat—Afrique francophone. | RVM: Jeunesse—Travail—Afrique francophone. | RVM: Incubateurs d'entreprises—Afrique francophone.

Classification: LCC HD2346.A37 D48 2020 | CDD 338/ .04096—dc23

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2020

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université de Montréal, 2020

Financé par le gouvernement du Canada



IMPRIMÉ AU CANADA

Table des matières

Introduction	5
---------------------	----------

PARTIE I

ENTREPRENEURIAT EN AFRIQUE : ENTRE NÉCESSITÉ ET OPPORTUNITÉ

CHAPITRE 1	
Dualité du marché du travail, emplois et entrepreneuriat en Afrique	16

CHAPITRE 2	
Enjeux et perspectives de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique francophone	40

CHAPITRE 3	
Entrepreneuriat au Burkina Faso : lueur d'espoir pour une jeunesse de plus en plus ambitieuse	70

CHAPITRE 4	
L'entrepreneuriat, une solution contre le chômage des jeunes	93

PARTIE II

CRÉATION DE LA VALEUR ET INNOVATION PAR L'ENTREPRENEURIAT

CHAPITRE 5	
La maîtrise des normes par les entrepreneurs africains	114

CHAPITRE 6	
L'entrepreneuriat à l'ère de l'économie numérique en Afrique	136

CHAPITRE 7	
Adoption d'innovation, esprit d'entrepreneuriat et PMME en Afrique subsaharienne francophone	155

PARTIE III
**FORMATION ET ÉDUCATION À L'ENTREPRENEURIAT :
ANALYSES ET ÉTUDES DE CAS**

CHAPITRE 8	
L'intégration graduelle de l'entrepreneuriat dans l'université marocaine	180
CHAPITRE 9	
L'éducation à l'entrepreneuriat : enjeux dans la réussite des projets entrepreneuriaux des jeunes au Sénégal	204
CHAPITRE 10	
L'éducation à l'entrepreneuriat à l'université	225

PARTIE IV
**EFFICACITÉ DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT :
LE CAS DES INCUBATEURS**

CHAPITRE 11	
Les incubateurs universitaires pour les jeunes entrepreneurs	248
CHAPITRE 12	
La performance de l'accompagnement entrepreneurial dans le contexte marocain	267
CHAPITRE 13	
Le Centre d'excellence en entrepreneuriat (le CEENTRE)	287

PARTIE V
**CONTRAINTES DE FINANCEMENT
ET ENTREPRENEURIAT**

CHAPITRE 14	
Rôle des institutions de microfinance dans le financement de l'entrepreneuriat féminin	306
CHAPITRE 15	
Microfinance et promotion de l'entrepreneuriat des jeunes ruraux au Niger	325
CHAPITRE 16	
Recours croissant aux PPP en Afrique francophone	351
Les collaborateurs	369

CHAPITRE 2

Enjeux et perspectives de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique francophone

Quelques leçons d'enquêtes dans les deux Congo

*Théophile Dzaka-Kikouta, Justin Kamavuako Diwavova et
Xavier Bitemo Ndiwulu*

Le taux de chômage des jeunes avoisine les 30 % dans nombre de pays, notamment en Union européenne, dans les États arabes et en Afrique subsaharienne (Pompa, 2016). L'étude de Boudarbat et Ndjaba (2018 : 58-65) révèle que, dans le contexte des pays africains francophones, le fort taux de chômage des jeunes s'accompagne de la prépondérance des activités informelles. En effet, les pays où le taux de participation à la population active est faible sont pour la plupart ceux qui ont des taux de chômage élevés. Si on combine ces taux de chômage élevés avec des taux d'activité relativement faibles (moins de 64,0 % en moyenne en Afrique francophone pour les personnes de 15 ans et plus en 2017), on réalise à quel point les pays concernés se privent de ressources humaines importantes qui pourraient contribuer à leur développement. En outre, la prédominance des emplois vulnérables demeure une préoccupation majeure en Afrique francophone (62 % des travailleurs occupaient un emploi vulnérable en 2017 contre 42,5 % ailleurs dans le monde), vu qu'elle limite les chances d'une intégration professionnelle réussie des jeunes et d'un vrai développement économique.

L'entrepreneuriat devra donc exploiter un vivier sans cesse croissant des jeunes en Afrique, dont plusieurs sont de plus en plus qualifiés. En effet, on estime que près de 29 millions de jeunes Africains entreront chaque année sur le marché du travail d'ici 2030. Pour valoriser ce dividende démographique, il est indispensable de développer des activités entrepreneuriales qui pourraient occuper cette main-d'œuvre croissante pour lutter efficacement contre le chômage et, partant, contribuer à endiguer à la source la crise de l'émigration économique vers l'Europe. Néanmoins, la dynamique entrepreneuriale des jeunes Africains est manifeste, vu qu'actuellement : primo, 72 % des jeunes sont attirés par l'entrepreneuriat ; secundo, les 75 % de la population active estiment que l'entrepreneuriat est un bon choix de carrière (OCDE, 2017) ; tertio, les entrepreneurs d'Afrique sont en moyenne plus jeunes (l'âge médian y est de 31 ans) qu'en Asie de l'Est (BAD/OCDE/PNUD, 2017).

En général, l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, sous réserve de desserrer les principales contraintes qui pèsent sur lui, spécialement le manque ou l'insuffisance des compétences entrepreneuriales, peut constituer, y compris en contexte des pays francophones d'Afrique, un véritable moteur de la transformation économique structurelle pour le développement durable des pays africains (Dzaka et Mabenge, 2018).

Ainsi, cette étude a pour objet d'analyser les enjeux et les perspectives de développement de l'esprit d'entreprise des jeunes, dans le cadre des pays africains francophones, particulièrement dans les deux Congo où le taux de chômage des jeunes reste élevé. Plus précisément, notre recherche focalise l'analyse sur l'intelligibilité des facteurs relevant (i) du profil des jeunes entrepreneurs et des caractéristiques de leurs affaires ; (ii) des obstacles à l'entrepreneuriat jeunesse ; (iii) des déterminants de l'intention d'entreprendre chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ; ainsi que sur (iv) des politiques publiques et privées de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes pour le développement des pays sous analyse. Notre problématique consiste à répondre à la principale question de recherche : *comment promouvoir l'esprit d'entreprise des jeunes, en contexte de pays africains francophones ?*

Sur le plan méthodologique, nous avons convoqué la littérature disponible sur les travaux conceptuels et théoriques et mobilisé des méthodes économétriques (modèle logit) et statistiques. En outre, les données empiriques analysées reposent sur deux enquêtes effectuées en 2018 dans

les deux Congo : une première enquête auprès de 200 jeunes entrepreneurs âgés de moins de 35 ans, exerçant tant dans le formel que l'informel ; et une deuxième auprès de 200 étudiants finalistes. En plus, deux entretiens ont été conduits dans les institutions de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) et dans les incubateurs pour mettre en évidence le rôle de ces dispositifs dans la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

On retient ici la définition de l'entrepreneuriat qui s'inspire des travaux de Gartner (1989) : (a) un processus qui conduit à la création d'organisation ; (b) structurée, finalisée et issue d'une démarche d'innovation ou de création de valeur ; (c) par des individus singuliers, possédant un certain potentiel ; et (d) évoluant dans un environnement incitatif, propice à la croissance de la petite entreprise. À la suite notamment de Chigunta (2002) et Schoof (2006), l'on peut retenir que l'entrepreneuriat des jeunes est celui qui concerne des hommes et des femmes âgés de 15 à 35 ans. Il peut être à but lucratif ou proposer des solutions à des problèmes sociaux. Les entrepreneurs sont soit des travailleurs indépendants soit des employeurs qui rémunèrent un personnel. Pour la suite, ce chapitre est structuré en deux sections. La première traite de la revue de la littérature sur l'entrepreneuriat des jeunes tandis que la seconde est dédiée à l'étude empirique de l'entrepreneuriat des jeunes dans les deux Congo.

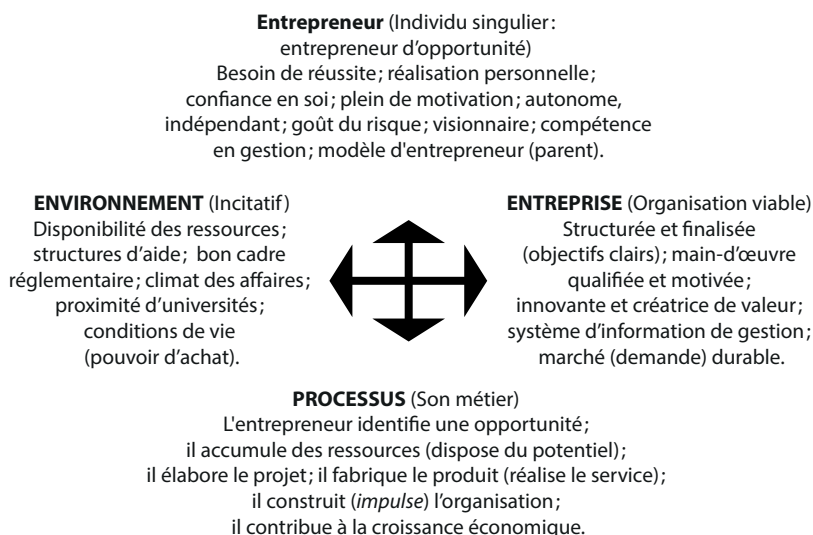
1. Revue de la littérature sur l'entrepreneuriat des jeunes

Dans ce qui suit, nous présentons d'abord le cadre conceptuel de l'étude et dégageons ensuite les spécificités de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique francophone.

1.1 Cadre conceptuel

Nonobstant le fait que l'entrepreneuriat constitue un choix prioritaire des politiques publiques africaines et un domaine de formation privilégié (Albagli et Henault, 1996), il s'affiche depuis un temps comme un champ d'étude à part entière, au même titre que le management (Hernandez, 2010). Étudier l'entrepreneuriat en tant que processus d'émergence organisationnelle revient, selon Gartner (1989), à analyser les interactions entre trois éléments comme le montre le cadre conceptuel ci-après :

FIGURE 2.1

Les déterminants de l'entrepreneuriat

Source: Adaptée de Gartner, 1989.

Notons par ailleurs que l'ensemble des perspectives de recherche en entrepreneuriat s'inscrivent dans le cadre du présent modèle que nous qualifions de modèle intégrateur d'accumulation des savoirs entrepreneuriaux. En effet, les thèmes explorés par les chercheurs en entrepreneuriat se rapportent soit à l'une soit à un groupe des trois variables du modèle.

De l'entrepreneur

On soutient que les entrepreneurs possèdent des traits de personnalité, des attributs personnels et des valeurs qui les prédisposent à l'activité entrepreneuriale et les distinguent des non-entrepreneurs. C'est dans ce courant de pensée que certains chercheurs ont tenté de caractériser les avenues entrepreneuriales (Filion, 1997), d'autres, par contre, ont proposé des grilles de lecture de typologies d'entrepreneurs.

De l'environnement

On admet que le potentiel individuel de l'entrepreneur ne vaut rien sans un environnement incitatif. Les travaux s'inscrivant dans ce courant essaient de démontrer que l'environnement socioculturel, le contexte familial, le milieu de travail, le système éducatif, les contextes économique et politique favorisent l'apparition et le développement de comportements entrepreneuriaux (Gasse, 1987; Schmitt, 2008). C'est aussi dans ce contexte qu'il faut situer les travaux de Bakengela et Livian (2014) et de Croce (2018), qui analysent la théorisation des pratiques managériales en Afrique.

De l'entreprise

L'entreprise (organisation), c'est le cadre mis en place pour exploiter les opportunités. Même s'il est possible d'entreprendre dans une entreprise de grande taille (l'intrapreneuriat), les chercheurs rapportent toutefois que les entrepreneurs créent des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME). Une riche littérature existe pour caractériser ces formes d'organisations viables, fruit du processus d'émergence organisationnelle (Katz et Gartner, 1988).

Du processus

Le processus : c'est l'enchaînement d'étapes débouchant sur une nouvelle organisation. Dans toutes les publications récentes où il n'est plus question de l'entrepreneur et de ses attitudes, les chercheurs en science de gestion mettent l'accent sur l'émergence organisationnelle (Gartner, 1993; Hernandez, 2008; Shane et Venkateraman, 2000).

1.2 Spécificités de l'entrepreneuriat des jeunes

En mobilisant le modèle conceptuel présenté ci-dessus, ce point questionne la littérature quant à la singularité de l'entrepreneuriat des jeunes en ces termes : les jeunes entrepreneurs, qui sont-ils ? Pourquoi se lancent-ils en affaires ? Quels types d'entreprises créent-ils ? À quels obstacles se heurtent-ils ? Comment assure-t-on la promotion de leurs activités ?

TABEAU 2.1

Grille de lecture de quelques typologies entrepreneuriales

Auteur	Critères d'analyse	Typologie	Comportement de gestion
Smith, 1967; Lorrain et Dussault, 1988	Traits personnels et psychologiques vs objectif poursuivi et comportement affiché au sein de l'organisation	* Entrepreneur artisan (EA) * Entrepreneur opportuniste ou d'affaires (EO)	EA : Moins scolarisé (faible bagage en gestion) mais une forte expérience technique; il s'identifie à son métier; il a un style de gestion paternaliste; il souhaite garder le contrôle de son entreprise et refuse la croissance externe. EO : Plus scolarisé avec expérience riche et variée; il s'identifie à la gestion; son style est participatif; il peut perdre le contrôle pour privilégier la croissance.
Goffee et Scase, 1985	Attachement aux valeurs culturelles vs attachement aux idées entrepreneuriales	Entrepreneurs * Conventiionnelles * Domestiques * Innovatrices * Radicales	Conventionnelles : Elles créent pour compléter le revenu du mari et/ou subvenir aux besoins de la famille. Domestiques : D'abord la famille, ensuite le travail (elles travaillent à mi-temps). Innovatrices : D'abord le travail, ensuite la famille. Elles visent la réalisation de soi. Radicales : Perspective rare.
Letowski, 1994	Déclencheur de l'idée vs logiques d'action	* Entrepreneurs d'opportunité (EO) * Entrepreneurs de nécessité (EN)	EO : Ils créent pour exploiter les opportunités et visent la croissance. EN : Ils sont devenus entrepreneurs par la force des choses (hasard) et à la suite d'un désavantage social. Ils visent la survie.
Julien et Marchesnay, 1996	Aspirations socioécono- miques (3) vs logiques d'action (2).	* Entrepreneur PIC * Entrepreneur CAP	PIC : Vise la pérennité et l'indépendance. La croissance n'est acceptée que si elle ne menace pas les deux premiers critères. CAP : Privilégie la croissance et souhaite conserver une autonomie de décision. La pérennité ne le préoccupe presque pas.

TABLEAU 2.1 (suite)

Auteur	Critères d'analyse	Typologie	Comportement de gestion
Filion, 1997	Facteurs de contingence susceptibles d'influer sur le profil de l'entrepreneur au cours d'une période	* Bûcheron * Séducteur * Sportif * Converti * Missionnaire	Bûcheron : Travail dur et délègue moins, c'est donc un vrai auto-entrepreneur. Séducteur : Un relationnel capable d'acheter, reprendre ou céder une affaire. Sportif : Issu d'une famille d'affaires mais occupé par les autres activités. Converti : Recherche la réalisation de soi et délègue peu. Missionnaire : Un converti mature, maître de son entreprise.
Basso, 2006	Compétences en gestion vs aptitude à la créativité et à l'innovation	* Inventeur * Indépendant * Promoteur * Dirigeant administrateur	Inventeur : Expert en production d'idées. Indépendant : Entrepreneur manager. Promoteur : Vendeur d'idées aux autres. Dirigeant : Gestionnaire pur et simple.
Dubard Barbosa, 2008 ; Levy Tadjine et Dzaka, 2016	Modèle de fonctionnement cognitif de l'entrepreneur vs risque d'entreprendre	* Entrepreneur stratégie * Entrepreneur * Entrepreneur insurrectionnel	Stratège : Il applique le raisonnement analytique pour réduire le risque d'échec. Insurrectionnel : Prêt à aller au gré des opportunités (cas des entrepreneurs informels ou immigrés en Afrique).

Source : Les auteurs, compilations de différentes sources (voir *infra* Bibliographie).

TABLEAU 2.2

Caractéristiques de l'entrepreneuriat des jeunes

Variable	Caractéristiques	Référence
Jeune entrepreneur	Toute personne entre 15 et 35 ans qui fait preuve d'innovation, d'initiative, de créativité et de prise de risque dans la mise en route d'une activité.	Chingunta (2002)
	Il développe et utilise pleinement ses propres compétences, seul ou en groupe : il définit ses propres problèmes, trouve des solutions et des ressources pour réaliser sa vision. Il développe aussi son niveau de confiance et occupe un rôle actif dans sa communauté.	<i>Idem</i>
	Personne qui développe des attitudes, compétences et opportunités depuis l'école secondaire jusqu'à l'âge adulte.	Meda Adama, Moctar <i>et al.</i> (2017 : 41)
	Dans les pays en développement, cette personne se lance en affaires pour cause d'absence d'opportunités d'emploi. Sans expérience et avec peu de ressources, elle recherche l'indépendance, la flexibilité et un contrôle plus important sur sa vie.	Pompa (2016)
Entreprises	Il crée des entreprises de petite dimension (microentreprises), dépourvues d'un système d'information fiable (absence de procédures, comptabilité embryonnaire, absence de contrats de travail) et utilisant une main-d'œuvre sous-qualifiée.	Kamavuako (2009) ; Fox et Sohnesen (2012)
	Activités informelles à faible valeur ajoutée financées par les propres moyens de l'entrepreneur ou par l'argent provenant de sa famille ou de ses amis.	Boudarbat et Ndjaba (2018)
	Prédominantes dans les secteurs les plus dynamiques des économies africaines, notamment le transport, la restauration, la duplication musicale, la menuiserie, les bâtiments et travaux publics, le commerce de détail et les services.	Hann, 2006 ; Mbaye <i>et al.</i> (2015)
Environnement	Un contexte légal moins incitatif qui se traduit par l'importance des coûts associés aux formalités administratives de création d'entreprise (*).	Bacali, Spence, Dzaka <i>et al.</i> (2011)
	Absence de financement au démarrage d'entreprise qui serait due à l'incapacité managériale des jeunes entrepreneurs qui, elle, renvoie très souvent à la non-maîtrise des informations permettant à l'institution financière de déterminer la capacité potentielle à rembourser le crédit.	Schwarz (2011) ; Bacali, Spence, Dzaka <i>et al.</i> (2011)
	La faible influence, voire l'absence des structures publiques et/ou privées de soutien à l'entrepreneuriat (incubateurs, écoles, famille). Comme le note l'OCDE (2012), « les jeunes sont influencés par leur famille, leurs professeurs et la société ».	Gasse et Tremblay (2016)

(*) Nonobstant la mise sur pied dans la majorité des pays africains d'un guichet unique pour les formalités de création d'entreprise, la majorité de ces pays sont souvent mal classés (au-delà du 100^e rang) dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale par rapport à ce critère.

En résumé, les jeunes entrepreneurs en Afrique francophone doivent relever plusieurs défis à l'instar de leurs homologues dans les pays du Nord ou dans les pays émergents (Bacali, Spence, Dzaka *et al.*, 2011). Les enjeux renvoient notamment aux compétences entrepreneuriales, à l'accès au capital et aux services des structures publiques ou privées de soutien à l'entrepreneuriat. Dans le même registre, nous soulignons, à la suite du rapport BAD/OCDE/PNUD (2017) que les pouvoirs publics, les entreprises, les institutions financières et les autres acteurs de l'environnement des affaires en Afrique devraient faciliter l'accès des femmes aux ressources entrepreneuriales pour garantir leur autonomisation.

De plus, sur le plan macroéconomique, la littérature insiste sur la nécessité de mettre en place des *clusters* pour lever la plupart des obstacles auxquels se heurtent les jeunes entrepreneurs. En effet, les regroupements d'entreprises peuvent permettre aux pays à budget limité de concentrer leurs ressources dans des infrastructures spécifiques pour rendre possibles les interactions entre entreprises incubées ou hébergées, fournisseurs, prestataires de services et organismes associés, grâce à l'exploitation des économies externes.

2. Entrepreneuriat des jeunes dans les deux Congo

Dans ce qui suit, sont présentés et discutés les résultats de l'enquête réalisée dans les deux Congo dans le cadre d'un projet financé par l'Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal en 2018. D'abord, nous présentons les aspects de l'environnement macroéconomique et la méthodologie de l'étude. Ensuite, nous analysons : le profil des jeunes entrepreneurs et les caractéristiques de leurs affaires ; les freins à cet entrepreneuriat ; les déterminants de l'intention d'entreprendre chez les jeunes diplômés de l'ESU ; enfin, nous dégagons les stratégies de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

2.1 Environnement macroéconomique

L'économie de la République démocratique du Congo est basée sur l'exportation des produits miniers, dont le cuivre et le cobalt, tandis que celle du Congo repose sur l'exploitation pétrolière. Ainsi, l'économie de ces deux pays est tributaire du prix des matières premières. De 2010 à 2015,

la République démocratique du Congo a connu un taux de croissance économique moyen de l'ordre de 7 % tandis que le Congo a connu une croissance moyenne de 5 %. Cette forte croissance tirée par les exportations de produits miniers et pétroliers n'a pas profité à l'ensemble de l'économie. En particulier, elle n'a pas permis de générer suffisamment d'emplois. En conséquence, le poids du secteur manufacturier est faible et le taux de chômage est très élevé dans les deux pays. La chute des prix des matières premières a entraîné depuis un ralentissement de la croissance dans ces deux pays. En effet, en 2016, le taux de croissance a été de 2,4 % en République démocratique du Congo et de 2,8 % au Congo (Banque mondiale, 2018). Cette situation a exacerbé le chômage et la pauvreté.

TABLEAU 2.3

Soutien des politiques publiques à l'entrepreneuriat

République démocratique du Congo	Congo-Brazzaville
1973 : Création de l'OPEC pour appuyer les promoteurs de PME.	1986 : Création de l'Agence de Développement des PME (ADPME).
1974 : Politique de zaïrianisation : Création d'une classe d'entrepreneurs autochtones en expropriant les affaires des étrangers.	1993 : Adhésion à l'OHADA pour renforcer la compétitivité des entreprises et assainir l'environnement des affaires.
1989 : Création du Fonds de promotion de l'industrie (FPI) pour couvrir les besoins en investissements des PMI.	1995 : Création du Centre des Formalités des Entreprises (CFE) fonctionnant tel un guichet unique.
2012 : Adhésion à l'OHADA pour renforcer la compétitivité des entreprises et assainir l'environnement des affaires.	2000 : Création d'un ministère dédié à la PME, chargé de coordonner la politique gouvernementale en matière de promotion des PME.
2014 : Modification de la loi-cadre nationale de l'éducation et instauration du cours d'entrepreneuriat à tous les paliers du système éducatif.	2009 : Lancement de la Charte des PME du Congo induisant la création du Fonds de garantie et d'investissement pour accompagner l'accès des MPME au financement bancaire; et la création du Fonds de soutien et de suivi destiné à financer l'accès des MPME et des porteurs de projets aux services non financiers. Ce fonds est logé au CFE.

Source : Auteurs, sur la base de la documentation spécialisée et des administrations nationales.

En effet, le chômage en général et celui des jeunes en particulier sont très élevés dans les deux Congo. Le taux de chômage des jeunes de 15 à

24 ans est de 8 % en République démocratique du Congo et de 22 % au Congo (OIT, 2018). De plus, les jeunes qui travaillent occupent pour la plupart des emplois précaires. Ainsi, la taille du secteur privé formel est très faible et celui-ci est incapable de pourvoir des emplois à la population, particulièrement aux jeunes. Cela a conduit au développement du secteur informel pourvoyant des emplois précaires. Dès lors, l'entrepreneuriat de jeunes constitue l'un des moyens de réduire le chômage des jeunes dans les deux Congo, de réduire la pauvreté et de faire participer les jeunes au développement de ces deux pays. C'est dans ce cadre qu'il convient de situer quelques politiques visant à encourager l'entrepreneuriat comme le montre le tableau 2.3.

2.2 Méthodologie

La présente étude repose sur des données d'enquêtes réalisées par les auteurs dans les deux Congo en août et septembre 2018. Une enquête de terrain a été menée auprès de 200 jeunes entrepreneurs au Congo et en République démocratique du Congo, dont 100 jeunes entrepreneurs ont été enquêtés à Brazzaville et 100 autres à Kinshasa. L'échantillon a été tiré par la méthode de convenance mais en tenant compte de différents secteurs d'activité, aussi bien du secteur formel que du secteur informel. Les données ont été collectées au moyen d'un questionnaire. Celui-ci comprenait plusieurs modules portant sur : le profil des jeunes entrepreneurs, leurs motivations à l'entrepreneuriat, l'appui dont ils auraient bénéficié, ainsi que sur les barrières auxquelles ils font face. Une deuxième enquête portant sur 200 jeunes diplômés tirés aussi par la méthode de convenance visait à connaître l'intention entrepreneuriale des jeunes diplômés de l'ESU. Les données collectées ont fait l'objet d'une analyse descriptive au moyen de tableaux et graphiques, et d'une analyse économétrique avec un modèle logistique.

Ce modèle a permis d'analyser les déterminants de l'intention d'entreprendre de jeunes étudiants finalistes à partir de la fonction de répartition suivante :

$$\text{Pr} (Y = 1 / X_1 ; X_2 ; X_n) = F (b_0 + b_1X_1 + b_2X_2 + \dots + b_nX_n).$$

Cette équation cherche donc à expliquer l'intention de se lancer en affaires ($Y = 1$) ou de ne pas se lancer en affaires ($Y = 0$) à partir des variables suivantes : Attitudes et motivations personnelles (X_1), Croyances

TABLEAU 2.4
Facteurs individuels

	Genre		Niveau d'études				Filière d'études			Situation professionnelle				A un modèle d'entrepreneur	
	Homme	Femme	Nul	Primaire	Secondaire	Sup	Éco.et gestion	Technique	Autres	Chômeur	Salarié	Étudiant	Autres	Oui	Non
RDC	64	36	1	3	37	59	31	23	19	48	21	24	7	27	70
RC	60	40	0	2	29	69	30	40	25	48	17	29	5	63	37
Total	124	76	1	5	66	128	61	63	44	96	38	53	12	90	107
%	62,0 %	38,0 %	0,5 %	2,5 %	33,0 %	64,0 %	36,3 %	37,5 %	26,2 %	48,2 %	19,1 %	26,6 %	6,0 %	45,7 %	54,3 %

Notes : RDC = République démocratique du Congo ; RC = République du Congo.
Source : Nos enquêtes en République démocratique du Congo et en République du Congo, août-septembre 2018.

aux influences ou appuis de leur société (X₂) et Croyances en leur capacité à réussir l'acte d'entreprendre (X₃).

2.3 Profil des jeunes entrepreneurs et caractéristiques de leurs entreprises

En Afrique centrale, le profil des jeunes entrepreneurs et les caractéristiques de leurs affaires restent mal connus. Cette section permet de combler ce vide. On se réfère à la grille de lecture de typologies d'entrepreneurs proposée par les chercheurs développant l'approche par les traits (Smith, 1967; Gasse, 1987; Letowski, 1994; Filion, 2001).

Profil des jeunes entrepreneurs

Le tableau 2.4 montre que 62 % des entrepreneurs investigués sont des hommes et 38 % des femmes. Dans le secteur de commerce de détail, la présence des femmes est plus forte (53 %) que celle des hommes (47 %).

Concernant le niveau et la filière d'études, il ressort que les entrepreneurs enquêtés sont bien scolarisés puisque, selon notre enquête, 33 % d'entre eux possèdent un niveau secondaire et 64 % un niveau universitaire. L'économie et la gestion sont les filières d'études les plus suivies par les jeunes entrepreneurs visités à Kinshasa. À Brazzaville, par contre, les entrepreneurs sont majoritairement issus des filières techniques.

Avant de créer l'entreprise, près de 50 % de ces entrepreneurs étaient au chômage, 27 % aux études et 19 % étaient salariés ou travaillaient à leur compte. La comparaison par genre montre qu'un faible pourcentage des jeunes femmes (38 %) était au chômage au lancement de la nouvelle entreprise.

Dans les deux Congo, l'entrepreneuriat des jeunes est l'archétype d'un entrepreneuriat dit de nécessité: l'impossibilité de trouver un emploi salarié et la satisfaction des besoins familiaux constituent les motivations majeures de la décision d'entreprendre pour près de 60 % des jeunes entrepreneurs. Par ailleurs, la détection d'une opportunité et/ou la valorisation d'une idée innovante (entrepreneuriat d'opportunité) n'ont été avancées comme facteurs déclencheurs que par un petit groupe d'entrepreneurs (21 %). Alors que 46 % des jeunes entrepreneurs ont déclaré avoir dans leur famille (parent, sœurs ou frères) ou leur entourage immédiat

un modèle d'entrepreneur, des différences significatives existent. Si, au Congo Kinshasa, peu de répondants (27 %) possèdent un entrepreneur modèle, au Congo Brazzaville, par contre, la plupart des jeunes entrepreneurs visités (63 %) en possèdent un.

Caractéristiques des entreprises appartenant aux jeunes

Les jeunes entrepreneurs visités ont créé des entreprises dans quatre principaux secteurs d'activité : 44 % dans le commerce de détail, 28 % dans les services à la personne (cybercafés, maisons de communication et transfert d'argent, transport, mode et esthétique), 13 % dans les services aux entreprises et à la communauté (intermédiaires commerciaux, hôtellerie, écoles, restauration et bars) et 10 % dans l'agriculture et l'élevage. En croisant le secteur d'activité avec le genre, on a noté avec Goffe et Scase (1985) que la grande majorité des entreprises (près de 80 %) appartenant aux femmes exerce dans le secteur à faible valeur ajoutée, s'inscrivant dans le prolongement du rôle traditionnel de la femme en famille (commerce de détail, agriculture et services à la personne).

FIGURE 2.2

Caractéristiques des entreprises

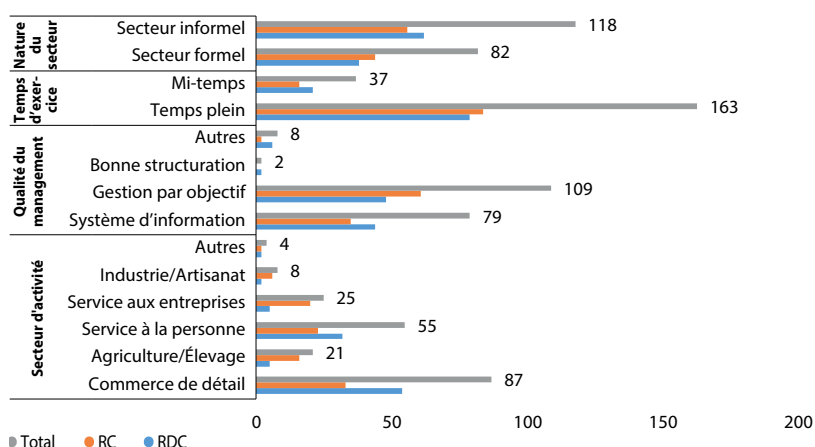


TABLEAU 2.5

Autres facteurs organisationnels

	Nombre d'employés					Chiffre d'affaires (milliers de USD)			
	Nul	1-5	6-10	11-20	+ de 20	- de 10	11-30	31-50	+ de 50
RDC	18	72	5	5	0	4	83	8	2
RC	13	53	17	8	9	3	64	21	11
Total	31	125	22	13	9	7	147	29	13
%	15,5 %	62,5 %	11,0 %	6,5 %	4,5 %	3,6 %	75,0 %	14,8 %	6,6 %

Source : Nos enquêtes réalisées en RDC et en RC, août-septembre 2018.

Ces entreprises emploient deux personnes en moyenne et ont un chiffre d'affaires annuel moyen de près de 25 000 USD : ce sont donc des microentreprises qui occupent moins de cinq employés, chacune. Des différences notables existent entre ces deux pays. En effet, l'enquête révèle que les microentreprises du Congo Kinshasa accusent un faible niveau de croissance (chiffre d'affaires annuel moyen de 21 000 USD) par rapport à celles du Congo Brazzaville (chiffre d'affaires annuel moyen de 32 000 USD). Cet écart pourrait s'expliquer par le fait que, selon la Banque mondiale en 2017, la République du Congo appartient à la catégorie des pays à revenu intermédiaire, avec un revenu annuel par personne de 1526 USD ; alors que la République démocratique du Congo est classée dans la catégorie des pays à faible revenu, avec un revenu par personne de 466 USD.

Dans notre échantillon, 59 % des entreprises sont exploitées dans le secteur informel et 41 % dans le secteur formel. Le choix de diriger dans l'informel serait dû, pour les uns (41 %), à l'ignorance des formalités nécessaires à la création de l'entreprise et, pour les autres (28 %), à la recherche des bénéfices supplémentaires par le biais de l'évasion fiscale. Enfin, 82 % des jeunes entrepreneurs investigués travaillent dans leur entreprise à temps plein contre 18 % qui œuvrent à temps partiel.

S'agissant de la qualité de leur management, il ressort que la plupart des entreprises appartenant aux jeunes ne disposent pas d'un système d'information et d'une structure organique adéquats (comptabilité embryonnaire, absence d'outils de planification et de contrôle, absence d'organigramme), et ce, malgré le fait que 55 % d'entre elles pratiquent un style de gestion orienté vers le résultat. Ces résultats corroborent, comme

le montre Croce (2018), l'influence de la mondialisation sur les pratiques managériales africaines.

Renseignement 1 : Scolarisés de niveau supérieur et moins expérimentés, les jeunes entrepreneurs investigués créent des microentreprises dans quatre principaux secteurs d'activité : commerce de détail ; services à la personne ; services aux entreprises et à la communauté ; agriculture et élevage. L'impossibilité de trouver du travail bien rémunéré, la couverture des besoins familiaux et l'auto-prise en charge constituent les déterminants majeurs de leur décision d'entreprendre. L'inexpérience dans le métier, la modicité de capitaux propres et le manque de vision sur l'affaire seraient, à notre avis, les causes de l'inefficacité managériale caractérisant leur entreprise. Ceci est de nature à rapprocher l'entrepreneuriat des jeunes des deux pays, à titre principal, du modèle d'entrepreneur de nécessité ou conventionnel décrit par Letowski (1994) et Goffée et Scase (1985) et de l'entrepreneur insurrectionnel analysé par Levy Tadjine et Dzaka-Kikouta (2016) en contexte subsaharien marqué par un environnement hautement incertain.

2.4 Les obstacles à l'entrepreneuriat des jeunes

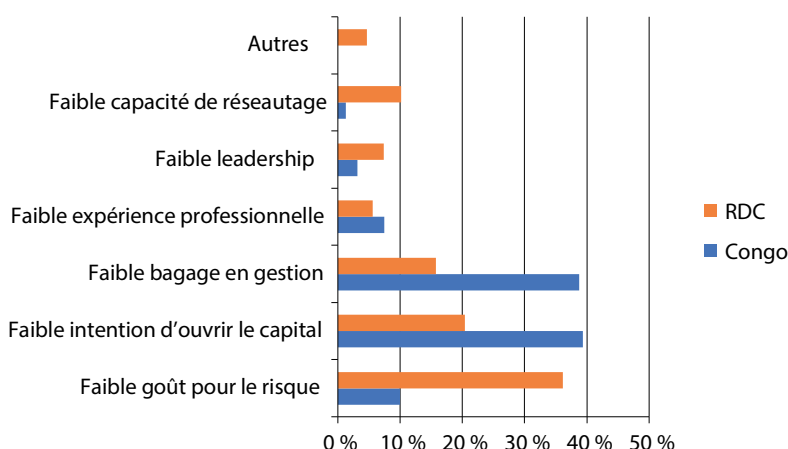
En s'appuyant sur notre modèle conceptuel (Figure 2.1), notre enquête auprès de 200 entrepreneurs jeunes met en exergue (i) les freins liés à l'entrepreneur lui-même (son potentiel entrepreneurial) et (ii) ceux liés à son environnement, à savoir : les attitudes socioculturelles ; les barrières réglementaires ; les difficultés d'accès au crédit ; l'instabilité macroéconomique ; et l'absence des services d'appui et d'accompagnement.

Obstacles liés à l'entrepreneur

Le graphique ci-dessous indique que l'un des obstacles au développement des jeunes entrepreneurs relatif au profil de l'entrepreneur est le manque des compétences en gestion.

L'ampleur de cette barrière est particulièrement élevée au Congo Brazzaville où plus de 50 % des jeunes entrepreneurs manquent de compétences entrepreneuriales. En outre, les résultats de l'enquête disent que les jeunes entrepreneurs en République démocratique du Congo ont un faible goût pour le risque comparativement aux jeunes entrepreneurs de Brazzaville. Les autres facteurs du profil personnel ne semblent pas consti-

FIGURE 2.3

Barrières liées au profil des jeunes entrepreneurs

tuer des obstacles significatifs à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les deux Congo.

Obstacles liés à l'environnement

L'attrait négatif du contexte légal, la difficulté d'accès au crédit, l'absence et/ou l'inefficacité des structures d'appui et d'accompagnement, la faible valorisation de l'entrepreneuriat par la société, l'inefficacité du système éducatif se sont révélés comme des obstacles majeurs à l'entrepreneuriat des jeunes dans les deux pays.

La lourdeur des procédures administratives, les coûts et formalités de création juridique des entreprises, l'instabilité des institutions politiques ont été mentionnés comme des barrières importantes à l'entrepreneuriat des jeunes entrepreneurs. Il convient de relever que la plupart de ces jeunes entrepreneurs ont démarré leurs activités bien avant la mise en place du guichet unique de création d'entreprise en République démocratique du Congo et au Congo. Toutefois, ce résultat montre qu'au-delà du guichet unique, il est indispensable aux gouvernements des deux pays de poursuivre et approfondir les réformes engagées en vue d'améliorer le climat des affaires, notamment dans le domaine réglementaire, et de s'attaquer à l'inefficacité des services publics et à la corruption des fonctionnaires de l'État.

FIGURE 2.4

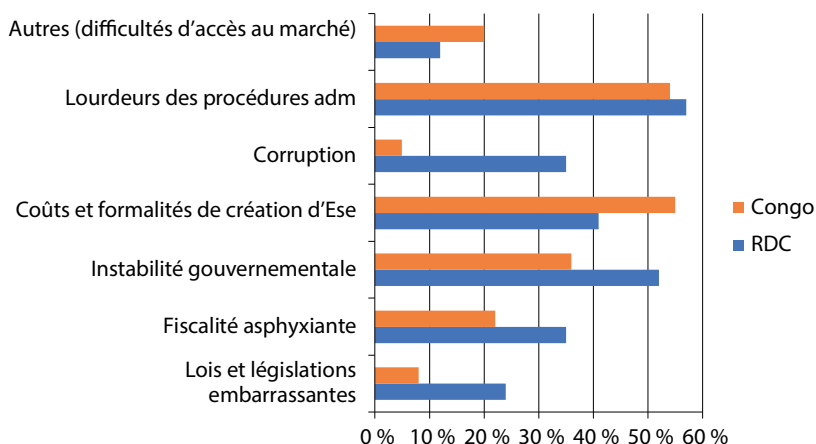
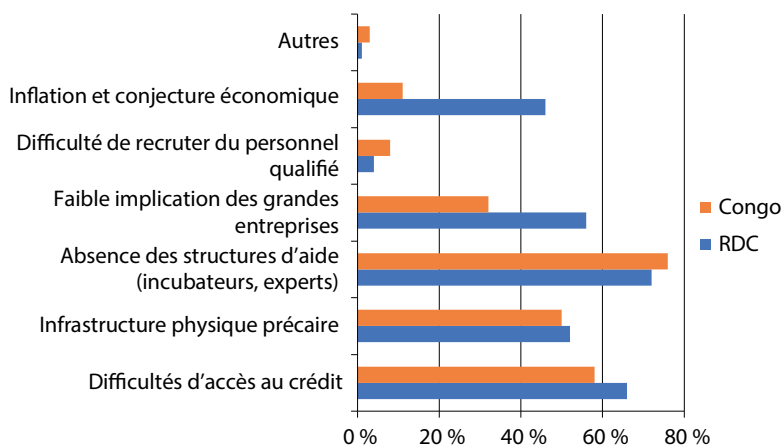
Barrières liées à l'environnement légal

FIGURE 2.5

Barrières liées à l'environnement économique

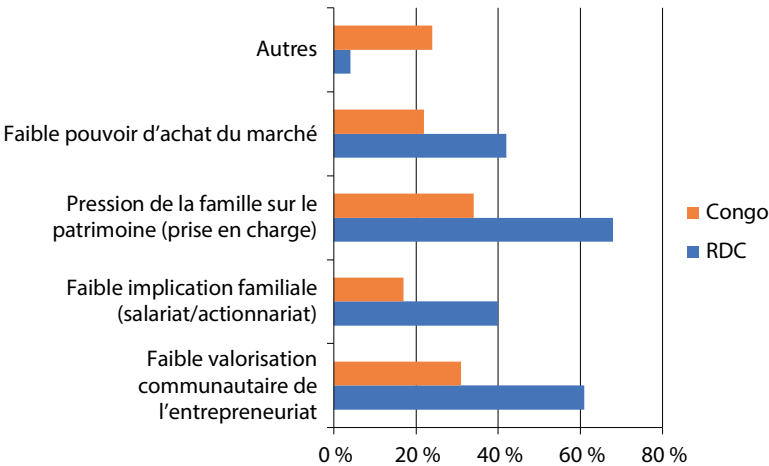
L'enquête montre que les jeunes font face à d'importantes difficultés d'accès au financement bancaire et aux services des structures d'appui à l'entrepreneuriat. Le crédit est souvent hors de leur portée, probablement pour deux raisons. D'abord, le sous-développement du système financier en général et du secteur bancaire en particulier, ensuite, l'asymétrie

d'information qu'invoquent les banquiers affecte l'entrepreneuriat des jeunes à cause notamment du manque d'historique de crédit, de l'insuffisance managériale et du manque de garanties à offrir à la banque (Schwarz, 2011). Ainsi, les gouvernements des deux pays devraient mettre en place et encourager le développement des services de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes. En effet, les jeunes devraient être appuyés et accompagnés dans la formation entrepreneuriale et dans tout le processus entrepreneurial, notamment par la généralisation des incubateurs d'entreprises et de *clusters*; y compris pour la recherche des financements. L'État devra ici promouvoir les financements dédiés à l'entrepreneuriat des jeunes, à l'instar des financements innovants comme le « capital-risque », par la mise en place des fonds de garantie, y compris par les partenariats publics privés (PPP).

Le contexte légal défavorable, le manque de financement, l'insuffisance des structures de soutien, le faible potentiel entrepreneurial ne sont pas les seules causes de l'inefficacité de l'entrepreneuriat des jeunes francophones en Afrique. L'enquête a aussi révélé des barrières socioculturelles, notamment le poids de la pression familiale, la faible valorisation de l'entrepreneuriat par la communauté ainsi que la pauvreté et le poids de la pression familiale sur les ressources du jeune entrepreneur.

FIGURE 2.6

Barrières socioculturelles



Cette situation est due principalement à deux facteurs. D'une part, les valeurs culturelles dans les deux pays privilégient le communautarisme à l'individualisme. Ainsi, le patrimoine de l'entreprise et les revenus de l'entrepreneur sont considérés comme des biens communautaires qui doivent profiter à toute la famille *largo sensu*. Il s'exerce alors une pression sur le jeune entrepreneur pour partager ses ressources avec les autres membres de la famille. D'autre part, le chômage est très élevé et l'employabilité faible dans les deux pays. De même, plus de 70 % de la population vit dans la pauvreté en République démocratique du Congo, alors que l'incidence de la pauvreté est de 46 % au Congo. Dans ces conditions, le taux de dépendance économique est très élevé. Ainsi, le communautarisme constitue un frein majeur à l'entrepreneuriat des jeunes dans les deux pays. Mais, le communautarisme serait plus prononcé en République démocratique du Congo qu'au Congo Brazzaville.

Renseignement 2 : L'enquête menée auprès de 200 entrepreneurs jeunes a révélé que les obstacles auxquels font face les jeunes entrepreneurs dans les deux pays investigués ne sont pas différents de ce que les chercheurs ont observé dans d'autres pays francophones d'Afrique (Sears, 2012 ; Boateng *et al.*, 2014), on cite : les attitudes socioculturelles, la faiblesse des compétences entrepreneuriales, les barrières réglementaires, les difficultés d'accès au crédit, l'instabilité macroéconomique et l'absence des services d'appui et d'accompagnement. Cependant, l'ampleur de ces barrières varie d'un pays à l'autre.

2.5 La culture entrepreneuriale chez les jeunes des milieux universitaires

Réaliser une étude sur l'entrepreneuriat jeunesse, c'est aussi et surtout s'intéresser aux personnes qui développent des attitudes, compétences et opportunités depuis l'école secondaire jusqu'à l'université. Il s'agit de ceux que Meda Adama, Moctar *et al.* (2017) qualifient d'entrepreneurs des milieux universitaires. En mobilisant une variante du modèle de Gartner en contexte de pré-crédation (modèle d'Ajzen, 1991), nous cherchons à savoir si les jeunes en formation universitaire (créateurs potentiels) rencontrent les mêmes freins que leurs homologues déjà en activité (créateurs révélés) quant aux déterminants de leur intention de se lancer en affaires. Dans ce qui suit, nous elucidons d'abord le modèle d'Ajzen en lien avec celui de Gartner et relevons ensuite les déterminants de l'intention entrepreneu-

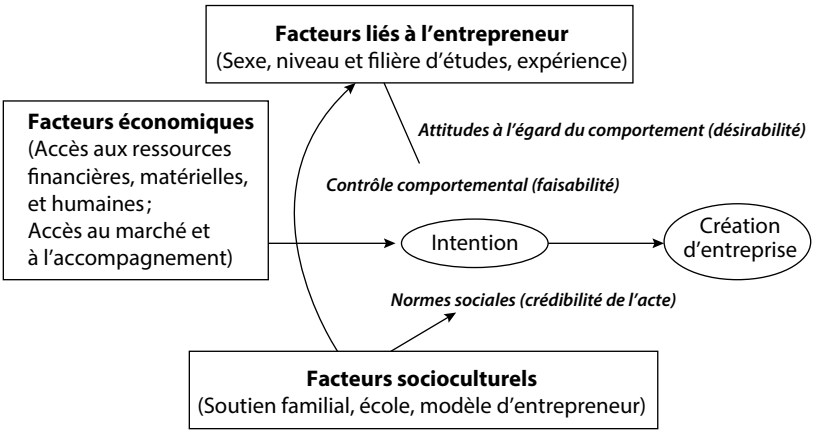
riale déclarés par les étudiants finalistes de l'ESU dans deux pays, en focalisant l'attention sur le rôle crucial que joue l'école (l'université) qui, d'après Fortin (2002), doit servir de tremplin aux attitudes et valeurs entrepreneuriales.

Le modèle d'Ajzen : une variante du modèle de Gartner en contexte de pré-crédation

Le modèle d'Ajzen postule que l'intention de créer une entreprise est d'autant plus forte que l'acte de création est conforme aux attitudes et motivations de l'individu (désirabilité), conforme aux normes sociales (crédible: influence de la famille, des amis, de l'école, de la société) et quand ce dernier se sent capable de réunir les ressources nécessaires pour réussir l'acte: contrôle comportemental.

FIGURE 2.7

Déterminants de l'intention d'entreprendre



Source: Adaptée d'Ajzen (1991).

Déterminants de l'intention d'entreprendre des finalistes de l'ESU

Le modèle conceptuel ci-dessus a été testé auprès d'un échantillon de 200 étudiants finalistes du second cycle (toutes filières et universités confondues) tiré par la méthode de convenance dans les deux pays investigués. Dans le modèle implémenté, la variable « Attitudes à l'égard du

TABLEAU 2.6

Opérationnalisation des variables

Concept (déterminants)	Variable	Indicateur	Codage
Intention entrepreneuriale	Préférence à l'acte entrepreneurial	Votre préférence entre créer sa propre entreprise et devenir salarié	1. Devenir salarié 2. Créer son entreprise
	Temps pour passer à l'acte	Temps pour démarrer votre entreprise si vous choisissez l'entrepreneuriat	1. Moins de 1 an 2. 1 à 2 ans 3. 3 ans et plus
Attitudes comportementales	Perception de l'influence des facteurs liés au potentiel de l'entrepreneur	Impact des facteurs propres à votre profil sur votre décision d'entreprendre ou non : - Genre - Filière d'études - Compétences entrepreneuriales - Compétences en gestion - Compétences techniques - Engagement et détermination	1. Pas du tout d'accord 2. Plutôt pas d'accord 3. Plutôt d'accord 4. Tout à fait d'accord
Normes sociales	Perception de l'influence des facteurs liés à l'environnement socioculturel	Attrait des facteurs socioculturels suivants sur votre décision d'entreprendre ou non : - Pays de résidence - Modèle d'entrepreneur (mentor) - École (enseignement d'entrepreneuriat) - Famille (implication ou poids familial) - Tradition familiale	1. Faible 2. Moyen 3. Fort
Contrôle comportemental	Perception de sa capacité à réussir dans les affaires	Votre conviction à réaliser les tâches suivantes propres au métier d'un entrepreneur : - Accès au marché - Formalités juridiques et administratives - Accès aux financements - Accès aux services d'accompagnement	1. Pas du tout capable 2. Plutôt pas capable 3. Plutôt capable 4. Tout à fait capable

comportement» a été opérationnalisée à travers sept items : le genre, la filière d'études, l'expérience professionnelle, la détermination et l'engagement, les compétences entrepreneuriales, les compétences managériales, le savoir technique ; « Normes sociales » par cinq items : la culture nationale (pays), l'existence d'un modèle d'entrepreneur, les soutiens familiaux, la tradition familiale, le rôle de l'école (avoir suivi un séminaire ou un cours d'entrepreneuriat) ; et « Contrôle comportemental » à travers quatre items : l'accès au marché, le fardeau administratif, l'accès aux crédits et subventions, le rôle des dispositifs d'aide à l'entrepreneuriat (incubateurs d'affaires et structures similaires). Enfin, la variable dépendante « Intention » a été mesurée par 1 lorsque l'individu envisage l'entrepreneuriat et 0 lorsqu'il envisage le salariat.

TABLEAU 2.7
Intention et temps de se lancer en affaires

	Intention entrepreneuriale		Temps perçu pour passer à l'acte		
	Oui	Non	Moins de 1 an	1 à 2 ans	3 ans et plus
RDC	80	20	8	44	28
RC	97	3	6	35	56
Total	177	23	14	79	84
% Total	88,5 %	11,5 %	8 %	45 %	47 %

Source : Les auteurs.

Notre étude révèle d'abord une forte intention entrepreneuriale des étudiants à se lancer en affaires (89 %), nonobstant le fait que le passage à l'acte ne se fera que tardivement (deux ans après). Ce passage tardif à l'acte prouve que les jeunes des milieux universitaires seraient aussi exposés à des obstacles qui les empêchent d'entreprendre.

Les résultats de cette régression logistique montrent que l'attitude à l'égard du comportement est la seule variable qui explique significativement l'intention entrepreneuriale des étudiants dans les deux pays investigués. Les normes sociales et le contrôle comportemental par contre ne sont pas très déterminants. Un tel constat corrobore le propos de Bacali, Spence, Dzaka et Cordos (2011) selon lequel les contextes politique, éco-

TABLEAU 2.8

Déterminants de l'intention d'entreprendre (variables dans l'équation)

FACTEURS (Étape 2)	Coefficient (b)	Écart-type	Wald	Sig.	Exp (b)
Attitude	Genre	,724	2,720	,099	,303
	Filière d'études	,320	,292	,589	1,376
	Goût du risque, innovation**	,905	6,145	,013	2,471
	Compétence managériale	-,198	,246	,620	,820
	Savoir technique	-,006	,000	,986	,994
	Engagement et détermination***	-1,136	14,327	,000	,321
Normes sociales	Culture nationale (pays)	-,552	,323	,570	,576
	Modèle entrepreneurial	,626	,828	,363	1,871
	École (cours d'entrepreneuriat)	,165	,038	,846	1,180
	Implication familiale	-,115	,030	,862	,891
	Traditions familiales des affaires	-,691	,482	,488	,501
	Autres (accès au marché)	-13,898	,000	,999	,000
Contrôle comportemental	Fardeau administratif	,412	2,944	,086	1,509
	Accès aux crédits et subventions	-,273	1,641	,200	,761
	Dispositifs d'accompagnement	,149	,347	,556	1,161
	Constante	14,239	,000	,999	1527966,499

nomique et socioculturel des pays d'Afrique seraient moins incitatifs au développement de l'esprit d'entreprendre des jeunes. Le caractère prépondérant des facteurs psychologiques dans l'intention de créer une entreprise chez les jeunes des milieux universitaires a été aussi observé par Tchouassi *et al.* (2018) auprès des jeunes Camerounais. Mais, malgré cette forte désirabilité d'entreprendre, notre enquête a révélé aussi que le passage à l'acte d'entreprendre n'interviendra que tardivement pour ces aspirants entrepreneurs (au moins deux ans après l'obtention du diplôme).

Renseignement 3 : L'étude de la culture entrepreneuriale des jeunes issus des milieux universitaires révèle que ces entrepreneurs en herbe rencontrent les mêmes freins que leurs homologues déjà en activité quant aux déterminants de leur intention de se lancer en affaires.

2.6 Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes : quelques solutions pragmatiques

Ce dernier point est consacré à la réflexion sur des solutions publiques ou privées susceptibles de stimuler l'entrepreneuriat chez les jeunes dans les deux pays sous revue. En effet, cette étude a permis de mieux connaître les principaux freins à l'entrepreneuriat des jeunes dans les deux Congo. Les résultats de l'enquête menée auprès de 200 entrepreneurs jeunes ont montré que les principales barrières à l'entrepreneuriat des jeunes procèdent des freins liés au micro et au macro-environnement, à savoir : les attitudes socioculturelles, la faiblesse des compétences entrepreneuriales, les barrières réglementaires ; les difficultés d'accès au crédit ; l'instabilité macroéconomique ; et l'absence des services d'appui et d'accompagnement. L'ampleur de ces barrières varie cependant d'un pays à l'autre.

En conséquence, les résultats de nos enquêtes nous ont conduits à formuler des recommandations à l'endroit des décideurs pour réduire ces barrières et maximiser la création d'entreprise par les jeunes. En substance, les gouvernements des deux pays devraient mettre en place et encourager le développement des services d'accompagnement entrepreneurial des jeunes, spécialement par la généralisation d'incubateurs d'entreprises, à l'instar de l'expérience réussie et prometteuse de l'incubateur I&F Entrepreneuriat qui fonctionne depuis 2007 en République démocratique du Congo, avec l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers du Nord (Université de Bordeaux, Incubateur régional

d'Aquitaine, la Wallonie-Bruxelles internationale, Fondation Roi Baudoin...) et du Sud (Université Kongo...). Ainsi, l'expérience concluante de l'incubateur I&F Entrepreneuriat de la République démocratique du Congo mériterait d'être transposée dans d'autres pays d'Afrique centrale, notamment au Congo Brazzaville, car cet incubateur contribue à lever les obstacles majeurs à l'entrepreneuriat des jeunes, à savoir : l'accès difficile au financement ; le manque de capital relationnel ; le manque de compétences entrepreneuriales et d'expérience professionnelle ; ainsi que l'accès difficile au marché (Dzaka-Kikouta et Mabenge, 2018 ; Masamba Lulendo, 2017).

Conclusion

Pour lever les obstacles qui hypothèquent le dynamisme et l'efficacité de l'entrepreneuriat des jeunes dans les deux Congo en particulier et, en général, dans la majorité des pays francophones d'Afrique, il devient impératif de favoriser la mutation de l'entrepreneuriat de survie ou de nécessité vers l'entrepreneuriat d'opportunités ou de croissance. Celui-ci étant davantage créateur d'activités à forte valeur ajoutée et d'emplois stables et mieux rémunérés dans le secteur formel, à l'inverse de l'entrepreneuriat de survie qui se focalise dans le secteur informel et ne crée, pour l'essentiel, que des emplois précaires et mal rémunérés. Dans cette perspective, il nous semble pertinent de recommander à l'endroit des pouvoirs publics des deux Congo et d'autres pays africains francophones des mesures de politiques publiques d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes pour réduire ou éliminer les obstacles à cet entrepreneuriat en vue de promouvoir la création et le développement des entreprises dirigées par des jeunes. Dans cette veine, il conviendrait d'abord d'instaurer et de renforcer les programmes d'éducation et de formation à l'entrepreneuriat pour améliorer les compétences entrepreneuriales et atténuer les attitudes socioculturelles négatives vis-à-vis de l'entrepreneuriat. Il ne s'agira pas seulement de mettre en place des cours d'entrepreneuriat dans le système éducatif classique mais aussi de repenser les méthodes d'enseignement pour faire acquérir aux jeunes des compétences entrepreneuriales ; ceci contribuerait au renforcement de leur statut préférable d'offres d'emplois au détriment de celui de demandeurs d'emploi, sur le marché du travail. Ensuite, les gouvernements des deux pays devraient poursuivre

et approfondir les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, notamment dans le domaine réglementaire, pour améliorer le classement des deux Congo dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale. Enfin, les gouvernements des deux pays devraient promouvoir les services d'accompagnement entrepreneurial des jeunes. Ainsi, les jeunes devraient être accompagnés dans la formation entrepreneuriale et dans tout le processus entrepreneurial, spécialement par la généralisation des incubateurs d'entreprises ; y compris pour la recherche des financements. Ici, l'État devrait surtout encourager le développement des financements dédiés à l'entrepreneuriat des jeunes, par la mise en place des fonds de garantie par les PPP.

En définitive, au regard de l'émergence récente de l'entrepreneuriat des jeunes dans les activités à forte valeur ajoutée comme l'économie numérique, dans les deux Congo (Dzaka, Kamavuako, Bitemo *et al.*, 2018), nous suggérons une piste de recherche pour un approfondissement de la recherche sur l'entrepreneuriat des jeunes et l'emploi en Afrique centrale dans les secteurs stratégiques pour la Francophonie, à savoir l'économie numérique et l'économie verte.

Références bibliographiques

- Ajzen, I. 1991. "The theory of planned behavior", *Organizational and Human Decision Processes*, 50 : 179-211.
- Albagli, C. et G. Henault. 1996. *La création d'entreprise en Afrique: Typologie des Enjeux*, (nouvelle version) 2^e édition, LITEC, Paris.
- Bacali, L., M. Spence, T. Dzaka-Kikouta et R. Cordos. 2011. *Les défis des PME du Sud et du Nord vers le développement durable*, Presses de l'Université d'Ottawa, 182 p.
- BAD/OCDE/PNUD. 2017. Perspectives économiques en Afrique 2017: Entrepreneuriat et industrialisation.
- Bakengela Shambaet, Y. et F. Livian. 2014. Le management africain introuvable: pour une approche de l'hybridité segmentée. 4^e conférence. ATLAS AFMI, mai 2014, Marseille, France.
- Banque mondiale. 2018. World Development Indicators database. www.worldbank.org
- Banque mondiale. 2019. *Doing Business 2019: Training for Reform*, Washington, D.C. www.worldbank.org
- Basso, O. 2006. *Le manager entrepreneur. Entre discours et réalités, diriger en entrepreneur*, Paris: Éditions Village Mondial.
- Boateng, G., A. Boateng et H. Bampoe. 2014. "Barriers to Youthful Entrepreneurship in Rural Areas of Ghana", *Global Journal of Business Research*, 8 (3) : 109-119.

- Boudarbat, B. et L. Ndjaba. 2018. « La transition des études au marché du travail chez les jeunes de l'Afrique Francophone », dans la *Francophonie économique I. Situation économique en Afrique Francophone : enjeux et perspectives*, sous la direction de Brahim Boudarbat. Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal : 48-88.
- Brixiová, Z., M. Ncube et Z. Bicaba. 2014. "Skills and youth entrepreneurship in Africa: Analysis with evidence from Swaziland", WIDER Working Paper, No. 2014/131.
- Chigunta, F. 2002. *Youth Entrepreneurship: meeting the Key Policy Challenge*, Wolfson College, Oxford University, England.
- Confédération suisse. 2018. *Jeunesse et entrepreneuriat vert en Afrique Francophone*, Direction du développement et de la coopération. Juin, 44 p.
- Croce, Francesca. 2018. « La recherche du management africain au XXI^e siècle : sous l'effet de la globalisation, vers un management africain « métis » ? », *Revue africaine de management*, vol. 3 (1), p. 1-12.
- Dubard Barbosa, S. 2008. « Pour construire la résilience des écosystèmes entrepreneuriaux », *Entreprendre & Innover*, 4 (39) : 10-19.
- Dzaka-Kikouta, T. et C. Mabenge. 2018. « Enjeux de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en Afrique Francophone », dans *La Francophonie économique 1 : Situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives*, sous la direction de Brahim Boudarbat. Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal : 118-153.
- Dzaka-Kikouta, T., Kamavuako-Diwavova, J., X. Bitemo-Ndiwulu et al. 2018. « L'entrepreneuriat des jeunes dans l'espace OHADA : enjeux et perspectives (évidence pour les deux Congo) », Rapport final du Projet OFE/UK/RDC/2018, Mbanza-Ngungu et Brazzaville, le 15 décembre, 109 p. (à paraître)
- Filion, L. J. 1997. « *Le champ de l'entrepreneuriat : histoire, évolution et tendances* », Cahier de recherche n° 1997-01 de la Chaire d'entrepreneurship Maclean Hunter de HEC Montréal.
- Filion, L. J. 2001. *Réaliser son projet d'entreprise*. Les Éditions de la Fondation de l'entrepreneurship, Montréal, Québec, 566 p.
- Fortin, P.-A. 2002. *La culture entrepreneuriale : un antidote à la pauvreté*. Collection « Entreprendre ». Montréal : Les Éditions Transcontinental. Charlesbourg.
- Fox, L. et T. P. Sohnesen. 2012. « Household Enterprises in Sub-Saharan Africa: Why They Matter for Growth, Jobs and Livelihoods. » *Document de Recherche de Politique*, n° 6184, Banque mondiale.
- Gartner, W. B. 1989. "Who Is Entrepreneur? Is the wrong question", *Entrepreneurship Theory and Practice*, 13 (4) : 47-67.
- Gartner, W. B. 1993. « Words lead to deeds: towards an organizational emergence vocabulary », *Journal of Business Venturing*, 8 (3) May : 231-239.
- Gasse, Y. 1987. « L'entrepreneur : son profil et son développement », *Gestion 2000, Management et Prospective*, (5) : 27-41.
- Gasse, Y. et M. Tremblay. 2016. « Les nouvelles générations d'entrepreneurs : valeurs et pratiques différentes ? (le cas du Québec) », dans *Écosystème entrepreneurial et logique d'accompagnement*, sous la direction de P. Philippart, EMS Éditions ; 89-105.

- Goffee, R. et R. Scase. 1985. "Women in charge: the experiences of women entrepreneurs", London: Allen & Irwin.
- Gordon, R. S. 1993. « Culture et comportement entrepreneurial chez les Chinois d'outre-mer », dans Berger *et al.* (dir.), *Esprit d'entreprise, Cultures et Sociétés*, Maxima, Paris, p. 111-132.
- Halabisky, D. 2012. "Entrepreneurial Activities in Europe - Youth Entrepreneurship", OECD, *Employment Policy Papers*, No. 1, OECD Publishing, Paris.
- Hann, H. C. 2006. Training for Work in The Informal Micro-Enterprise Sector: Fresh Evidence from Sub-Saharan Africa. *Technical and Vocational Education and Training Series*: vol. 3. Dordrecht: Springer for UNESCO.
- Hernandez, M. E. 2008. « L'entrepreneuriat comme processus d'émergence », *Revue française de gestion*, (185) : 89-105.
- Hernandez, M. E. 2010. *L'entrepreneur, une approche par les compétences*. Éd. EMS Management et Société. Corneilles le Royal, 224 p.
- Julien, P. A. et M. Marchesnay. 1996. *L'entrepreneuriat*, Economica, Paris, 112 p.
- Kamavuako Diwavova, J. 2009. Problématique de l'entrepreneuriat immigré en République démocratique du Congo: essai de validation d'un modèle. Thèse de Doctorat en Sciences de Gestion, Université de Reims, Champagne-Ardenne, juin, 277 p.
- Katz J. et W. B. Gartner. 1988. « Properties of Emerging Organizations », *The Academy of Management Review*, 13 (3) : 429-441.
- Léger-Jarniou, C. 2002. « La création d'entreprise par les jeunes : mythes ou réalités ? », INSEE Méthodes, « La création d'entreprise. Projets et réalisations. 7^e séminaire de la Direction des statistiques d'entreprises », n° 99, Paris : 103-115.
- Letowski, A. 1994. *La création d'entreprise dans l'Europe des douze : les programmes d'appui*. Office des publications officielles des Communautés européennes.
- Levy-Tadjine, T. et T. Dzaka-Kikouta. 2016. « Faut-il changer de modèle(s) et de cadres d'analyse pour appréhender l'entrepreneuriat en Afrique ? », *Revue internationale des sciences de l'organisation* 2016/2 (2) : 15-39.
- Lorrain, J. et L. Dussault. 1988. *Relation between psychological characteristics, administrative behaviors and success of founder entrepreneurs at the start-up stage*, *Frontiers of Entrepreneurship Research*, Babson College : 150-163.
- Masamba Lulendo, V. 2017. Incubateur d'entreprises : facteur déterminant de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, Kinshasa, 1^{er} au 3 mars, Journées scientifiques, Wallonie-Bruxelles et I&F Entrepreneuriat : 3.
- Mbaye, A. A. et F. Gueye. 2018. *The Competitiveness Challenge of the Formal Sector in Francophone Africa: Understanding the Role of the Informal Sector and the Business Environment*. In Adeleye, I. et Esposito, M. (dir.) *Africa's Competitiveness in the Global Economy*. AIB Sub-Saharan Africa (SSA) Series. Palgrave Macmillan, Cham : 25-52
- Meda Adama, T. Y., Moctar, N. B. et M. Moustapha. 2017. « Promotion et accompagnement des activités entrepreneuriales des jeunes au Niger : le rôle de l'incubateur CIPMEN », *Revue Africaine de Management*, 2 (1) : 39-51.
- Nations unies. 2013. *Opportunities and Constraints to Youth Entrepreneurship: Perspectives of Young Entrepreneurs in Swaziland*, United Nations, Swaziland.

- Notais, A. et J. Tixier. 2014. *L'entrepreneuriat social des femmes dans les quartiers: la triple revanche*, De Boeck Supérieur, Bruxelles: 115-140.
- OECD/OCDE. 2017. Small Business Acts: catalyseurs de l'entrepreneuriat africain.
- OIT. 2018. ILOSTAT database.
- Pompa, C. 2016. Faire de l'entrepreneuriat des jeunes une voie viable. Conférence virtuelle, UNESCO, 18-29 juillet, 5 p.
- Schoof, U. 2006. "Stimulating Youth Entrepreneurship: Barriers and incentives to enterprise start-ups by young people", Series on Youth and Entrepreneurship. Geneva, International Labour Office.
- Schwarz, S. 2011. *Les difficultés des entrepreneurs pour accéder au crédit en République démocratique du Congo*. KFW Entwicklungsbank, Frankfurt, janvier, 58 p.
- Sears, A. 2012. "Barriers to Entry: Entrepreneurship Among the Youth in Dandora, Kenya", *Student Research Papers #2012-6*, Notre Dame Law School, Indiana, USA.
- Shane, S. et Venkataraman, S. 2000. « The promise of entrepreneurship as a field research », *Academy of Management Review*, 25 (1) : 217-226.
- Shapiro, A. et Sokol, L. 1982. *The social dimensions of entrepreneurship*, Encyclopedia of Entrepreneurship, Englewoods Cliffs, Prentice Hall: 72-90.
- Smith, N. R. 1967. *The entrepreneur and his firm: the relationship between type of man and type of company*, Bureau of Business and Economic Research, Michigan State University, East Lansing, Mich.
- Tchouassi, G., Ngwen, N., Tekam Oumbe, H. et al. 2018. « Connaissances entrepreneuriales des jeunes et des femmes et développement économique », *Revue internationale des sciences de l'organisation*, 5 (1) : 57-79.
- Tounes, A. 2006. « L'intention entrepreneuriale des étudiants: le cas français », *La Revue des Sciences de Gestion*, (3) : 57-65.

Les collaborateurs

Jalila Ait Soudane, Université Mohammed V de Rabat, Maroc
Géoffroy Aliha, Université Jean Moulin Lyon 3, France
Younes Bennane, Kalmyk State University, Russie
Xavier Bitemo Ndiwulu, Université Kongo, République démocratique du Congo
Meryem Chiadmi, Université Mohammed V de Rabat, Maroc
Diéne Ousseynou Diouf, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal
Oumarou Faroukou Djibo, Université de Tahoua, Niger
Mallaye Douzounet, Université de N'Djaména, Tchad
Marie-Claude Drouin, Secrétaire générale de l'Association Réseau normalisation et Francophonie
André Dumas Tsambou, Université de Yaoundé II, Cameroun
Théophile Dzaka-Kikouta, Université Marien Ngouabi de Brazzaville et Université Kongo, République démocratique du Congo
Benjamin Fomba Kamga, Université de Yaoundé II, Cameroun
Karima Ghazouani, Université Mohammed V de Rabat, Maroc
Fatou Gueye, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
Sanaa Haouata, Université Hassan II de Casablanca, Maroc
Nour Eddine Jallal, Université de Sidi Mohamed Ben Abdallah, Fès, Maroc
Meda M'wambere Judith, Université Norbert Zongo, Burkina Faso
Justin Kamavuako Diwavova, Université Kongo, République démocratique du Congo
Manfred Kouty, Institut des Relations internationales du Cameroun et Université de Yaoundé II, Cameroun
Soulaïmane Laghzaoui, Université Ibn Tofail (Kénitra), Maroc
Ahmadou Aly Mbaye, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
Issa Abdou Moumoula, Université Norbert Zongo, Burkina Faso
Mamadou Ndione, Université de Bourgogne Franche-Comté, France
Yvette Onibon Doubogan, Université de Parakou, Bénin
Riveltd Rakotomanana, Directeur exécutif du Centre d'Excellence en Entrepreneuriat

Tsoavina Randriamanalina, ISCAM, Business School, Madagascar

Jérôme Rossier, Université de Lausanne, Suisse

Bakouan Saiba, Université Norbert Zongo, Burkina Faso

Ismâïla Sène, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

Mounia Sliman, Université Ibn Tofail (Kénitra), Maroc

Sanae Solhi, Université Mohammed V de Rabat, Maroc

Joel Stephan Tagne, Université de Ngaoundéré, Cameroun

Gérard Tchouassi, Université de Yaoundé II, Cameroun

Sara Yassine, Université Hassan II, Casablanca, Maroc



La question de l'emploi est cruciale pour tous les pays en développement et, en particulier, pour les pays africains. Poussée par une démographie galopante, la population en âge de travailler augmente à un rythme exponentiel ; celui des économies à générer des emplois décents est beaucoup plus lent. De manière générale, l'Afrique est un endroit où il est difficile de trouver un poste de qualité et la situation peine à s'améliorer. Les jeunes et les femmes font face à des problèmes d'employabilité, à de longs délais et à la précarité du travail disponible.

L'entrepreneuriat peut jouer un rôle important non seulement dans l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes, mais aussi dans l'essor économique de l'Afrique francophone. D'où l'intérêt grandissant porté à cette question tant par le monde universitaire que politique.

Si les États savaient comment mettre à profit la volonté entrepreneuriale des jeunes et des femmes, ils pourraient s'engager dans une véritable transformation économique qui mènerait à un développement durable. Pour y arriver, ils doivent s'attaquer aux obstacles à l'initiative privée. Cet ouvrage présente des études à la fois descriptives et analytiques pour aider à comprendre ce que les gouvernements peuvent faire pour améliorer la situation de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en Afrique francophone.

Brahim Boudarbat est professeur titulaire et directeur de l'Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal.

Ahmadou Aly Mbaye est professeur d'économie et directeur du Laboratoire d'analyse des politiques de développement à l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar.

Observatoire de la
Francophonie économique
Université 
de Montréal
et du monde.

44,95 \$ • 40 €

Couverture : © michaeljung/Shutterstock.com

Disponible en version numérique
www.pum.umontreal.ca

ISBN 978-2-7606-4202-7

